

GOREE INSTITUTE

5ème Symposium Annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique

Thème : Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique

Les 24 et 25 novembre 2016, île de Gorée, Dakar, Sénégal

REVUE DE PRESSE

Dakar, le 26/11/2016



Rappel de l'évènement

5ème Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique - 2016

Goree Institute organise son 5e symposium les 24 et 25 novembre 2016. Le thème retenu cette année : les systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique. Pendant deux jours, des experts de la sous-région vont réfléchir sur les problématiques et enjeux de la sécurité en Afrique. Après la cérémonie d'ouverture présidée par Madame le Premier Ministre Aminata Touré et le Maire de Gorée Me Augustin Senghor, l'équipe de chercheurs du professeur Babaly Sall a présenté à l'auditoire les recherches en cours sur les tendances de la démocratie et des droits humains en Afrique de l'Ouest. L'approche a porté sur 3 axes : la monographie des trajectoires marquants, les mutations en cours avec un essai d'analyse explicative à partir de quelques cas et les perspectives.

M. Mory Traoré représentant le professeur Babacar Guèye du CERAG a ensuite présenté le thème « Défis de la démocratisation Vs Défis sécuritaires : vers un changement de paradigmes ». Dans son exposé, il a mis l'accent sur une approche supranationale pour faire face aux défis sécuritaires en Afrique. Il a abordé aussi la nécessité d'intégrer la dimension individu dans la dignité humaine. Les massacres d'individus qui ont poussé des milliers de gens à fuir leur domicile constituent une violation des droits de l'homme. Il faut des réponses Africaines et cela ne peut se faire qu'avec l'Union Africaine. Un changement de paradigme doit également s'opérer, nécessitant de placer l'individu au centre des préoccupations. Des règles du jeu démocratique doivent être définis et la démocratie doit commencer par leur respect et leur sacralisation, contribue M. Mory Traoré.

Pour Mme Joséphine Guidy Wandja, « il faut repenser la notion de l'Etat et sa réorganisation. Selon le représentant le REPSFECO Régional Côte d'Ivoire, la question porte sur la définition à partager de la démocratie et du peuple pour ne pas tomber dans les conflits inutiles ».

Le Colonel Mamadou Sambe du CHEDS, prenant en considération l'espace constitué par la CEDEAO, la Mauritanie, le Tchad et le Cameroun, estime que « La situation sécuritaire est préoccupante. Elle est caractérisée par la présence des organisations extrémistes, le grand banditisme local et l'intégration dans la population. Le conflit libyen a accru la circulation d'armes et le développement d'une criminalité transfrontalière.

Les mécanismes de réponses apportés en Afrique de l'Ouest à ces fléaux se caractérisent par leurs limites et leur insuffisance. L'exemple du Mali est assez parlant : longs délais de déploiement sur les lieux de conflit, problèmes d'interopérabilité des armées, etc. Enfin il met en exergue quatre défis auxquels doivent faire face les Etats : la stabilisation des pays, le contrôle effectif des espaces, la protection des populations qui doit être la mission des forces de sécurité et la sécurisation des frontières.

Le vendredi 25 novembre 2016, des travaux ont été menés sur le thème « Femmes et jeunes face aux défis sécuritaires ». Selon Aminata Daouda Hainikoye, coordonnatrice de Programme Give 1Project Niger « Il faut que les Etats mènent des campagnes de sensibilisations pour conscientiser les femmes et les jeunes sur les enjeux liés à ces nouveaux défis. Les femmes sont trop souvent mises à l'écart dans le processus de recherche de paix dans nos pays. Aujourd'hui, il est plus que nécessaire de les intégrer dans les négociations de paix. Les Etats africains doivent aussi créer plus d'emploi pour éviter que les jeunes ne soient des proies faciles pour les recruteurs djihadistes ».

Ibrahima Maïga Chargé de recherche a l'ISS a insisté sur les conditions de l'enrôlement des « jeunes djihadistes » au Mali. L'Etude qu'il a menée entre Mars et Août 2016, répertorie les récits de 502 ex-engagés dans des groupes djihadistes et a permis de révéler les vrais facteurs de motivations : sécurité, communautaire, protection, obéissance, religieux, socio-économique, familiale.

Dans une présentation sur « la gestion des ressources naturelles : facteurs d'instabilité en Afrique » M. Kallie Sillah, chercheur Sierra Léonais a attiré l'attention sur l'exemple des pays africains dont les ressources naturelles constituent une malédiction. « Nous devons avoir une attention particulière sur la gestion des ressources. Pour cela, le Sénégal est un point stratégique du fait de sa stabilité politique et de ses récentes découvertes de pétrole » commente M. Sillah.

Il a aussi mis l'accent sur un manque de transparence, de concertation, le non respect des normes éthiques et la faiblesse des structures chargées de contrôler les entreprises minières. Comme facteurs de risques pour l'exploitation des ressources, il cite : l'éclatement des guerres civiles et les crises post-électorales.

L'Enseignant-Chercheur à l'Ucad, Abderahmane NGAIDE a présenté le Thème « Culture, Paix et Démocratie : Quelle stabilité en Afrique ? Selon lui, la culture est en mouvement et joue un rôle important dans cette stabilité. « S'il y'a une dissonance dans la culture, on ne peut pas avoir une démocratie dans nos pays ».

STRATEGIE DE MEDIATISATION

La médiatisation s'est organisée sur deux bases :

1. La rédaction de communiqué de presse et la demande de couverture ;
2. Mobilisation des journalistes pour Gorée.

Pour assurer une réussite à cet événement de haute importance, le cabinet de communication NEXUS Groupe a été saisi pour proposer et mettre en œuvre la médiatisation.

NEXUS Groupe a sollicité une grande diversité de médias et contacté leur rédaction pour la couverture de la cérémonie d'ouverture du 5^{ème} Symposium **annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique, sous le thème : Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique**

Le cabinet NEXUS Groupe a mis à la disposition de l'événement un contact presse, joignable au 33 864 66 09 ou par mail à ibalde@nexus.sn.

Les tendances :

Presse écrite :

- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, paix et sécurité en Afrique : Aminata Touré prône des stratégies internes
- Aminata Touré : « *Seul Dieu a le privilège de prendre la vie* »
- Aminata Touré écarte le retour de la peine de mort
- Conflits et enjeux sécuritaire en Afrique : Aminata Touré préconise l'éducation à la paix
- Aminata Touré dit non à la peine de mort
- Prévention et résolution des conflits en Afrique : L'éducation à la paix, la voie du salut
- Aminata Touré : « *Je reste militante de l'abolition à la peine de mort* »
- Forum d'échanges sur les conflits en Afrique : Aminata Touré préconise un règlement dans le cadre d'un Etat fédéral africain
- Aminata Touré : « *Je suis pour l'abolition totale* »

Presse en ligne :

- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, paix et sécurité en Afrique – Aminata Touré prône des stratégies internes
- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique
- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance et sécurité en Afrique : Aminata Touré préconise la culture de la paix et de la tolérance religieuse
- Aminata Touré préconise un règlement dans le cadre d'un Etat fédéral Africain
- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance et sécurité en Afrique : l'élite africaine au chevet du continent
- Aminata Touré : « *L'Afrique a besoin de paix et de sécurité pour se développer* »
- Débat - Aminata Touré : « *la peine de mort est dépassée au Sénégal* »
- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance : Gorée Institute se penche sur la Paix et la Sécurité en Afrique
- Aminata Touré : « *Seul Dieu a le privilège de prendre la vie* »

Télévision

- DTV – Journal français 20h du jeudi 24 novembre 2016 - 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique NB : **La vidéo postée a des ratages. La qualité du son et de l'image n'est pas des meilleurs.**
- Dakaractu TV - 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique
- Senepus - Coumba Bah : « *l'État doit s'intéresser à la chose religieuse* »
- CCTV français - La bonne gestion pour améliorer la paix en Afrique

Mercredi 23 Novembre 2016

5ème Symposium annuel sur la Gouvernance : Gorée Institute se penche sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le Gorée Institute organise sur l'île de Gorée, les 24 et 25 novembre 2016, un 5ème Symposium annuel dont le thème portera sur «Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique».

Ce cadre d'échanges regroupera des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité. 40 participants sont attendus, tous acteurs en Afrique de l'Ouest sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité.

Les débats porteront sur les thématiques suivantes: Etats des lieux des processus démocratiques et mutations politiques en cours : aperçu sur le rapport entre la jeunesse, la citoyenneté contestataire et les TIC; Défis sécuritaires contre défis de démocratisation : vers un changement de paradigmes? La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest : Panorama et défis ; - Femmes et jeunes face aux défis sécuritaires ; - la gestion des ressources naturelles et environnementales sera aussi traitée.

Selon un communiqué, ces thématiques trouvent leur centre d'intérêt sur le fait que le Continent africain soit confronté à une insécurité grandissante, avec les attaques terroristes de Bamako, en fin novembre 2015, à l'hôtel Radisson Blue, revendiquées par le groupe Al-Mourabitoune qui ont occasionné 22 morts et suivies par celles du 15 janvier 2016 à Ouagadougou faisant 30 victimes.

En plus de la dimension religieuse du phénomène, cette réalité de l'extrémisme violent trouve ses origines dans les dysfonctionnements de l'Etat et les incohérences des politiques publiques productrices de marginalisation et de frustrations.

Face à ces défis, cette 5ème édition du symposium sera l'occasion pour le Goree Institute de rendre publics des travaux de recherches qui ont fait l'objet de communication et de débat, en vue de faciliter la prise de décision aux différents acteurs concernés : États, société civile, organisations internationales, etc.

Lien : http://www.lejecos.com/5eme-Symposium-annuel-sur-la-Gouvernance-Goree-Institute-se-penche-sur-la-Paix-et-la-Securite-en-Afrique_a9339.html

Mimi Toure

Aminata Touré est contre la réhabilitation de la loi sur la peine de mort. Elle l'a fait savoir hier à Gorée lors du 5^e Symposium annuel sur la «gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique». Pour l'envoyée spéciale du président de la République, cette volonté des Sénégalais de répondre au mal par le mal ne sied pas dans une société comme la nôtre. «À chaque fois qu'il y a mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. Mais le Sénégal est un pays où la sécurité est ancrée, au-delà de cette série d'évènements. Je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort. Nous avons atteint un niveau de civilisation telle que nous avons dépassé ce mode de règlement de nos problèmes». A Gorée, l'ancienne cheffe du gouvernement a argumenté sa position sur tous ces compatriotes qui risquent la peine de mort et pour lesquels, l'opinion demande grâce. Pour autant, Mimi a, dans la droite ligne du président de la République, prôné pour le renforcement du dispositif sécuritaire.

LAPNP

De son côté, le directeur de Gorée Institut a salué cette initiative qui, à son avis, est une réponse à l'appel de Tripoli et cherche à s'insérer dans l'architecture africaine pour la paix et la sécurité. "En dépit des avancées notables, l'ancrage démocratique dans l'espace Cedeao est encore un objectif à atteindre. Il importe de tisser des alliances. Nous vous invitons à construire un débat africain de fond sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité, ayant une importance stratégique pour notre continent, nos institutions régionales et pour nos citoyens", a indiqué Doudou Dia.

Lui emboîtant le pas, Serigne Mamadou Ka a déclaré : « On ne peut pas atteindre l'intégration économique sans la paix dans la sous-région. Ce que la Cedeao essaye de faire, aujourd'hui, c'est de travailler avec la société civile. Nous sommes très heureux du choix du thème du symposium. Les résultats pourront nous être d'un grand appui pour la mise en œuvre de nos politiques ».

Quant à l'ambassadeur de Gorée Institut, Saïdou Nourou Ba, il a lancé : « Nous sommes à deux semaines du forum de Dakar sur la paix et la sécurité. Au niveau du Sénégal, cette réflexion forte tournée vers l'action est une nécessité. Une option forte, initiée par le chef de l'Etat. On attend des propositions qui pourront bénéficier à tous les pays africains ».

Pour sa part, Me Augustin Senghor, premier magistrat de Gorée, a invité les acteurs à pousser les réflexions pour les aider à résoudre le problème d'insécurité auquel les Africains font face.

... tégrés. Privilégier une approche de recherche de solutions ».

DEBAT Mimi Touré n'est pas partisane du rétablissement de la peine de mort

«Seul Dieu a le privilège de prendre la vie»

Pour Aminata Touré, la peine de mort est dépassée au Sénégal. Afin de réduire la montée de la criminalité, l'ancien Premier ministre appelle entre autres, les Sénégalais à aligner leur niveau de vie sur leurs ressources.

Par Babacar Guèye DIOP

Aminata Touré désapprouve un possible retour de la peine de mort. Cette idée, défendue par Me El Hadji Diouf, le député Seydina Fall dit Boughazelli et quelques prêcheurs, n'enchantent pas l'Envoyée spéciale du président de la République. Elle a donné son avis sur cette question hier à Gorée où elle présidait le 5^{ème} Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé à Gorée institue. L'ancien Premier ministre enfle sa robe de militante des droits de l'Homme. «Chaque fois qu'il y a mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. A mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste un pays où la sécurité est quand même ancrée. Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime, et le président de la République l'a dit hier (mercredi) lors du Conseil des ministres, qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité mais moi, je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort parce que je considère que Seul Dieu a le privilège de prendre la vie», souligne Mimi Touré.

«Réajuster notre



niveau de vie à nos ressources»

Abolie en décembre 2004, le débat sur la peine de mort refait surface chaque fois que des crimes de sang heurtent la conscience collective sénégalaise. Les mois macabres d'octobre et de novembre avec notamment les meurtres du taximan Mbaye Samb, des pharmaciens de Ndioum et de la vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental, Fatoumata Moctar Ndiaye ont reconforté la position des défenseurs de la peine capitale. «Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé le ciel pour ciel dent pour dent, objecte l'ancien chef du Gouvernement. Néanmoins il faut un dispositif comme le connaissent certains Etats pour certains crimes. Il y a la réclusion à perpétuité.» Regardant dans le rétroviseur, Aminata Touré rappelle que deux Sénégalais sont dans le couloir

de la mort à l'étranger. «Nous avons 2 compatriotes qui risquent la peine de mort et nous avons fait des appels à la clémence. C'est très douloureux ce qui se passe mais je pense qu'il faudrait dans une société qui a fait ce pas d'abolir la peine de mort qu'on persévère tout en renforçant le dispositif de sécurité mais également en cultivant cette culture de la paix», préconise-t-elle.

Enfin Mimi Touré donne quelques pistes pour réduire la criminalité : «On doit revoir aussi nos valeurs sociales. Dans une société où les ressources sont rares, cela peut entraîner la violence. Nous devons aussi réajuster notre niveau de vie à notre niveau de ressources. C'est également un élément de stabilisation et de préservation de la paix. On doit continuer à sensibiliser les jeunes. Et là, j'interpelle les parents. S'il n'y a pas d'éducation, il n'y aura ni sécurité ni paix.»

bgdiop@lequotidien.sn

RECRUESCENCE DES CAS DE MEURTRE

Aminata Touré écarte le retour de la peine de mort

Le retour de la peine de mort ne fait pas encore l'unanimité au Sénégal. L'ancien ministre Aminata Touré qui présidait hier un symposium sur la paix a milité pour des mesures autre que cette sanction.



— HABIBATOU TRAORÉ

L'ancien ministre de la Justice a présidé hier à Dakar le 5^{ème} symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique. La rencontre, qui a porté sur le thème "systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique" a permis à Aminata Touré de revenir sur le débat relatif à la peine de mort. L'ancien Premier ministre a fait savoir qu'elle reste une militante de

l'abolition de cette sanction. Pour étayer ses propos elle dit : "Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé la loi du talion, c'est-à-dire, œil pour œil, dent pour dent. Néanmoins, il faut un dispositif pour certains crimes et la prison à perpétuité existe", déclare-t-elle. L'Envoyée spéciale du président de la République estime qu'on doit éviter d'agir sous le coup de l'émotion et penser à certains de nos compatriotes qui sont dans le "couloir de la mort" à l'étranger. "C'est vrai que

quand il y a des moments très difficiles comme cela, nos émotions prennent le dessus. Mais n'oublions pas que nous avons deux compatriotes qui risquent la peine de mort. Et nous avons fait des appels à la clémence", précise-t-elle. Pour Mimi Touré, le Sénégal reste un pays où la sécurité est ancrée au-delà des événements qui se sont passés. "Le président de la République a déjà annoncé un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité", rassure-t-elle.

Revenant sur la pertinence de la rencontre, la responsable de l'Alliance pour la République (Apr) déclare qu'elle permet de réfléchir sur la prévention des conflits en Afrique. Aminata Touré est d'avis que le continent fait face à beaucoup de conflits dont certains sont oubliés. Selon elle, on peut en décompter 14 de différentes intensités qui ont un impact sur les populations. L'ancien ministre de la Justice se réjouit toutefois que le Sénégal ne fasse pas partie du lot. "Le Sénégal a la chance de bénéficier d'une stabilité en terme de paix mais il faut continuer à approfondir et à cultiver cette paix. Ce sera un moment de réflexion entre chercheurs, intellectuels, acteurs de la société civiles pour élargir les pistes", soutient-elle. ■

10

Société

CONFLITS ET ENJEUX SECURITAIRES EN AFRIQUE

Aminata Touré préconise l'éducation à la paix



Mme Aminata Touré a préconisé la promotion de l'éducation à la paix. L'Envoyée spéciale du président de la République s'exprimait, hier, à Gorée, à la cérémonie du cinquième Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique.

Les « systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique » a été au cœur des réflexions qui ont ponctué le démarrage de ce symposium. Pour Mme Aminata Touré, les questions de paix et de sécurité constituent des conditions préalables de notre développement. C'est pourquoi l'ancien Premier ministre a fait constater, pour le déplorer, la persistance des crises de différents types qui touchent actuel-

lement 14 Etats dans le continent noir. Mme Aminata Touré a souligné que pour la plupart, ce sont les questions de bonne gouvernance et de démocratie qui constituent les causes de ces conflits.

Elle a soutenu qu'« il faudra dégager des stratégies purement internes ». Dans cette perspective, elle a exhorté les intellectuels à intégrer la question de l'éducation à la paix et des po-

litiques d'inclusion sociale dans leurs réflexions. Expliquant l'initiative, le directeur Institut de Gorée a rappelé que c'est une réponse à l'appel de Tripoli visant à s'insérer dans l'Architecture africaine pour la paix et la sécurité.

Doudou Dia a reconnu qu'en « dépit des avancées notables, l'ancrage démocratique dans l'espace Cedeao reste encore un objectif à atteindre ». Il a invité à construire « un débat africain de fond sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité ».

Mbaye S. DIAKHATE

Mimi dit non à la peine de mort

Le débat sur la peine de mort n'a pas lieu d'être. C'est l'avis d'Aminata Touré, l'Envoyée spéciale du chef de l'Etat qui présidait hier matin, à Gorée, le 5ème Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique. Selon elle, des dispositions alternatives vont être prises, comme le veut le Président Sall. Car, prendre la vie doit être exclusivement le privilège de Dieu. L'ancien Pm invite les Sénégalais à se rappeler de l'émoi suscité par le risque qui pèse sur nos deux compatriotes qui encourent cette peine. « C'est très douloureux ce qui se passe, mais je pense que dans une société qui a fait abolir la peine de mort, on doit persévérer tout en renforçant le dispositif de sécurité, mais également en cultivant cette culture de la paix et qu'on revoit aussi nos valeurs sociales», soutient-elle.

PREVENTION ET RESOLUTION DES CONFLITS EN AFRIQUE

L'éducation à la paix, la voie du salut

Les Africains font face aujourd'hui à un problème d'insécurité réel avec ces conflits qui minent le continent et installent le chaos. Conscients du fait que «les questions de paix et de sécurité constituent des conditions préalables de notre développement», des intellectuels mènent la réflexion pour sortir de l'impasse.

«On ne peut pas parler de sécurité sans parler de la question de la fédération des pays africains. Pour aller vers une approche intégrée des questions de sécurité sur le continent, j'exhorte les intellectuels à intégrer la question de l'éducation à la paix et des politiques d'inclusions sociales dans vos réflexions». Telle est l'une des convictions exprimées, hier, par l'Envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré, face aux participants au 5ème Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique, ouverte ce jeudi à Gorée. Président l'ouverture de ladite rencontre, l'ancien Premier ministre a souligné que «les questions de paix et de sécurité constituent des conditions préalables de notre développement». «Ces dernières années, fera constater Aminata Touré, on assiste à différents types de conflits qui persistent en Afrique. Plus de 14 Etats sont en situation de conflit. Tout cela soulève des questions : Comment sont nés ces conflits ? Qui sont les acteurs ? Quelles sont les objectifs visés par les acteurs ? Autant de questions qui interpellent les gouvernants, les élites, les organisations de la société civile...» De l'avis de Mme Touré, les questions de bonne gouvernance et de la



Le continent africain est de nos jours miné par un phénomène de conflits qui touchent 14 de ses Etats.

démocratie constituent des causes et des objectifs. Par conséquent, ce symposium, axé autour des «systèmes de conflits et enjeu sécuritaires en Afrique», devrait amener les participants à «dégager des stratégies purement internes».

Représentant de la Cedeao, Serigne Mamadou Ka estime qu'«on ne peut pas atteindre l'intégration économique sans la paix dans la sous-région». A l'encore, ce que la Cedeao essaie de faire aujourd'hui, c'est de travailler avec la société civile. Pour le directeur de l'Institut de Gorée, Doudou Diab, cette initiative est une réponse à l'appel de Tripoli et cherche à s'inscrire dans l'architecture africaine pour la paix et la sécurité. Selon lui, en dépit des

avancées notables, l'ancrage démocratique dans l'espace Cedeao est encore un objectif à atteindre. Pour faire face aux défis liés à la résolution des conflits, l'Institut de Gorée prône «une approche collective et inclusive du problème pour éviter que le mal, une fois combattu au niveau d'un pays, ne se révèle ailleurs».

Influé à deux semaines du forum de Dakar sur la paix et la sécurité, cette réflexion forte tournée vers l'action est une nécessité, se réjouit Saidu Nourou-Ba, ambassadeur-membre du Conseil d'administration de l'Institut de Gorée. «Nos organisations africaines assure M. Bâ nécessitent d'être reformulées réformatées en rapport avec le contexte actuel». Il ajoute : «Nous

avons besoin d'organisations flexibles qui peuvent répondre à temps aux nouveaux défis».

Hôte du symposium, l'édile de la cité insulaire note que «Gorée se prévaut d'être l'Ile de tous les Africains et tous les citoyens du monde». Me Augustin Senghor soutient que «quand on utilise gouvernance, paix et sécurité, on ne trouve qu'un dénominateur commun : le conflit. Et c'est dommage. Cela montre l'homme comme un être en conflit».

Ainsi, Me Senghor espère que «des réflexions, qui vont surer ce ces deux jours, pourront nous aider à résoudre le problème d'insécurité auquel l'Africain fait face».

Mbognick NGOM

Aminata Touré, envoyée spéciale du Chef de l'Etat : « Je reste militante de l'abolition de la peine de mort »

Le débat sur la peine de mort n'est pas loin de s'estomper. Les meurtres au Sénégal continuent et sont plus atroces les uns que les autres. Interpellée à cet effet, l'envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré a indiqué être contre la peine de mort. « Chaque fois qu'il y a une mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. A mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste d'abord un pays où la sécurité est quand même sacrée. Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime et le Président de la République l'a dit hier lors du conseil des ministres qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité mais moi, je reste une militante de l'abolition de la peine de mort parce que je considère que seul Dieu a le privilège de prendre la vie » dira t'elle .Elle ajoute «c'est ma considération et je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé œil pour œil, dent pour dent. Néanmoins, il faut un dispositif comme on le connaît auprès de certains Etats dans certains crimes c'est-à-dire la perpétuité. Telle est mon opinion personnelle et je reste militante de l'abolition de la peine de mort ». C'est vrai dira t'elle pour finir, « quand il y a des moments difficiles, nos sentiments prennent le dessus et n'oublions pas que deux de nos compatriotes risquent la peine de mort et nous avons fait appel à la clémence. C'est très douloureux ce qui se passe mais je pense que dans une société qui a fait abolir la peine de mort, on doit persévérer tout en renforçant le dispositif de sécurité mais également en cultivant cette culture de la paix et qu'on revoit aussi nos valeurs sociales. La pression sociale certainement dans une société où les ressources sont rares peut entraîner également la violence. Il faudrait peut-être qu'on y repense et que nous réagissions à notre niveau de ressource. C'est également un élément de stabilisation et de préservation de la paix. »

FORUM D'ÉCHANGES SUR LES CONFLITS EN AFRIQUE

Aminata Touré préconise un règlement dans le cadre d'un Etat fédéral africain



Le symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé par Gorée Institute a servi de tribune à Aminata Touré pour procéder à une cartographie des zones de conflits en Afrique. L'envoyée spéciale du président de la République a également identifié l'origine de ces conflits avant de préconiser des solutions dans le cadre d'un Etat fédéral africain.

Le 5^e symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé par «Gorée Institute» s'est ouvert hier à l'île de Gorée. Pas moins de 40 participants venus de 16 pays d'Afrique ont pris part à ce forum d'échange présidé par Aminata Touré et qui a pour thème : «Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique».

Pour l'envoyée spéciale du président de la République, les questions de paix et de sécurité constituent les préalables de développement. Faisant un photographie des zones de conflits en Afrique, Aminata Touré déclare : «ces 20 dernières années, dans toute

l'Afrique particulièrement dans les régions du nord et de l'est, on assiste à différents types de conflits qui perdurent. Des conflits allant des revendications ethnoculturelles au terrorisme. Et, entre ces deux bouts, nous avons toute une kyrielle d'éléments qui conduisent à des conflits durables. Aujourd'hui, si on regarde la situation de notre continent, plus de 14 Etats sont dans une situation de conflit armé, et ces conflits sont de haute, moyenne ou basse intensité, c'est le cas de l'Erythrée, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda. En Afrique centrale et en Afrique de l'est, il y a le Burundi, la Rdc où le conflit peut

être considéré de chronique dans certaines parties», dit-elle. A la suite de ce constat, l'envoyée spéciale du chef de l'Etat a tenté de cerner les statuts des acteurs de ces différents conflits. Malheureusement, à l'en croire, ces acteurs évoluent. «De combattants spécialisés, on est passé dans beaucoup d'endroits à des combattants qui viennent du monde civil et qui se militarisent pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les raisons qui ont suscité les conflits et souvent pour des raisons purement pécuniaires», relève-t-elle avant d'ajouter que les revendications des acteurs dépassent le cadre politique.

«On passe de revendications politiques à des revendications d'intérêts privés. Des conflits autour du partage des ressources, des conflits qui lient le partage des ressources à l'identité ethnolinguistique aux questions de marginalisation sociales et tout cela dans une dynamique de confrontation interétatique (même si, c'est à l'intérieur des états le plus souvent que ces conflits se dégagent). Il est également à signaler l'exacerbation du nationalisme, la montée de l'intolérance religieuse, il faut le dire constituent des menaces importantes qui vont jusqu'à des menaces de destruction d'états africains qui

sont eux-mêmes en cours de constructions», révèle l'ancienne patronne de la Justice sénégalaise. Cependant, devant ces conflits qui iniment le continent africain, Aminata Touré ne préconise pas une solution hors d'un Etat fédéral africain. «Est-ce que nous allons continuer à avoir

une approche sécuritaire dans le strict respect de nos frontières? Nous savons que des défis traversent les frontières. Est-ce que nous allons avoir des coopérations militaires renforcées ou est-ce que nous allons vers des forces armées Ouest-africaines et quels sont les défis qu'il faudra relever pour aller vers une approche intégrée des

questions de sécurité», s'interroge Aminata Touré, persuadée que la question de la sécurité ne peut être séparée de celle de la démocratie et de l'émancipation économique. L'éducation à la paix, selon l'envoyée spéciale, doit être également envisagée avec l'apport des femmes pour sa promotion.

Moussa CISS

AMINATA TOURE SUR LE RETOUR DE LA PEINE DE MORT
«Je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort»

Devant la recrudescence de la violence au Sénégal avec comme sous-jacent des crimes parfois crapuleux au point que le retour de la peine de mort a été agité par certains acteurs de la société civile, l'Envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré ne partage pas cet avis. «A chaque fois qu'il y a un mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. Mais à mon avis, le rôle des élites est de rassurer et de dire que le Sénégal reste un pays où la sécurité est encrée au-delà de ces séries d'événements qui se sont passés. Le président a annoncé qu'il y aura un dispositif judiciaire qui prendra en compte l'insécurité, mais je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort, parce que je considère que seul Dieu a ce privilège. Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé la loi du Talion tel que cela tend pour dents, trois... l'ancien Premier ministre, non sans rappeler aux adeptes de la

peine capitale le sort de deux de nos compatriotes. «N'oublions pas que nous avons deux compatriotes qui risquent la peine de mort et nous avons fait des appels à la démission. C'est très douloureux ce qui se passe, mais dans une société qui a fait le pas d'abolir la peine de mort, qu'on persévère tout en renforçant le dispositif de sécurité, mais également en cultivant cette culture de la paix, qu'on revoit aussi nos valeurs sociales», plaide Mme Aminata Touré. La pression sociale dans une société où les ressources sont rares, ajoute-t-elle, cela peut entraîner la violence. Néanmoins, elle invite ses compatriotes à réajuster leur niveau de vie à leur niveau de ressource, source de stabilisation et de préservation de la paix. A l'en croire, «le Sénégal est connu comme un pays calme, comme un pays de la teranga, mais qu'on ne considère pas que c'est un acquis définitif», avertit-elle.

M. CISS

MIMI TOURÉ

Aminata Touré, l'envoyée spéciale du chef de l'État, a fait hier à Gorée un plaidoyer pour le non rétablissement de la peine de mort au Sénégal, car, pour l'ancien Premier ministre de Macky Sall, «seul Dieu a le privilège de prendre la vie». «Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime, et le Président de la République, l'a dit hier lors du conseil des ministres, qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité, mais moi, je reste une militante de l'abolition de la peine de mort, parce que je considère que seul Dieu a le privilège de prendre la vie. Chaque fois qu'il y a une mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. À mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste toutefois un pays où la sécurité est quand même sacrée», a expliqué Aminata Touré.

AMINATA TOURÉ, ENVOYÉE SPÉCIALE DU PR, SUR LA PEINE DE MORT

«Je suis pour l'abolition totale»

La série de meurtres qui a secoué ces derniers jours le Sénégal a été une occasion pour beaucoup de citoyens de souhaiter le rétablissement de la peine de mort. Mais le nombre de ceux qui, comme l'ancien Premier ministre, Mme Aminata Touré, ne sont pas de cet avis et militent pour son abolition totale, est tout aussi important.



La peine de mort est au centre de l'actualité au Sénégal. Le mot est sur toutes les lèvres. Chacun y va de sa propre réflexion. Si les uns sont d'accord pour son retour, d'autres sont contre et avancent des arguments fondés sur des principes chers aux défenseurs des droits de l'Homme. Parmi ce grand nombre qui milite pour l'abolition de la peine capitale, figure l'ancienne Chef du gouvernement. Pour Aminata Touré, seul Dieu a le privilège de prendre la vie d'une personne. « Je suis une militante de l'abolition totale de la peine de mort. C'est ma conviction », a dit l'Envoyée spéciale du président de la République venue présider la cérémonie d'ouverture du 5^{ème} symposium sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisée par Gorée Institute. Pour l'ancienne ministre de la Justice, il faut évoluer, car on est à un niveau de civilisation

élevé. « Nous ne sommes plus à l'époque du « œil pour œil dent pour dent » », ajoute Aminata Touré. Elle souligne la nécessité de mettre en place un dispositif comme ceux existant dans certains pays où les meurtriers sont condamnés à de lourdes peines comme la réclusion à perpétuité. « C'est vrai qu'il y a des moments où c'est l'émotion qui nous guide, c'est très douloureux et difficile à supporter quand on assiste à certains meurtres. Et, justement, Mme Touré propose des solutions à cette série de meurtres. Pour elle, il faut cultiver la culture de la paix mais aussi et surtout revoir nos exigences sociales. « Il ne faut pas exercer une pression sur les gens, car nous sommes dans un pays où les ressources sont rares. Et cette pression peut entraîner la violence », souligne Aminata Touré.

L'Envoyée spéciale du président de

la République reconnaît qu'il y a toujours de la peine à chaque fois qu'il y a mort d'homme. De son avis, le rôle des élites est de rassurer que le Sénégal reste un pays où la sécurité est bien ancrée dans notre fonctionnement compte tenu de la série de meurtres. « Il y aura sans doute un dispositif judiciaire qui pourra prendre en charge cet aspect de la sécurité », estime l'ancienne Garde des Sceaux.

Par ailleurs, sur le thème du symposium, Aminata Touré rappelle qu'il y a beaucoup de conflits en Afrique dont certains ont tendance à être oubliés. Selon elle, on dénombre jusqu'à 14 conflits sur le continent. « Ils sont différents par leurs degrés d'intensité, car il y en a certains qui sont d'une forte violence et qui ont un impact sérieux au sein de la population », a dit l'Envoyée spéciale du président de la République qui ajoute qu'il ne faut pas qu'on considère notre stabilité comme un acquis. Pour elle, le Sénégal a la chance de connaître une stabilité en matière de paix et de sécurité. Et pour mieux faire, elle propose que ces aspects soient cultivés et approfondis. « Ce sera de grands moments d'échange et de réflexion qu'il faut élargir aux membres des forces de sécurité », préconise-t-elle. Aminata Touré ne se limite pas à ces propositions. Elle demande aux organisateurs de penser à y impliquer les acteurs de l'éducation pour que cette culture de la paix ait une place importante dans les manuels et curricula des élèves. Elle invite aussi les populations à être tolérantes surtout au plan religieux. **Amadou THIAM**

novembre 25, 2016

GOVERNANCE, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE – Aminata Touré prône des stratégies internes

Le 5e Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique a vécu, hier, sur l'île de Gorée. L'ancien Premier ministre Aminata Touré dite Mimi – qui présidait la cérémonie d'ouverture de cette rencontre placée sous le thème «Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique» – a invité les Africains à «promouvoir l'éducation et la paix». «Les questions de paix et de sécurité constituent des conditions préalables de notre développement. Ces dernières années, on assiste à différents types de conflits qui persistent en Afrique. Plus de 14 États sont en situation de conflit», a déclaré Aminata Touré, qui souligne que tout cela soulève des questionnements, notamment sur comment sont nés ces conflits, qui sont les acteurs, quels sont les objectifs visés par les acteurs. « Autant de questions qui interpellent les gouvernants, les élites, les organisations de la société civile. Les questions de bonne gouvernance et de la démocratie constituent des causes et des objectifs. Il faudra dégager des stratégies purement internes. On ne peut pas parler de sécurité, sans parler de la question de la fédération des pays africains», a-t-elle soutenu.

Pour aller vers une approche intégrée des questions de sécurité sur le continent, Aminata Touré a exhorté les intellectuels à intégrer la question de l'éducation à la paix et des politiques d'inclusions sociales dans leurs réflexions, afin « d'avoir une bonne analyse des acteurs pour avoir des pouvoirs intégrés. Privilégier une approche de recherche de solutions». De son côté, le directeur de Gorée Institut a salué cette initiative qui, à son avis », est une réponse à l'appel de Tripoli et cherche à s'insérer dans l'architecture africaine pour la paix et la sécurité. « En dépit des avancées notables, l'ancrage démocratique dans l'espace Cedeao est encore un objectif à atteindre. Il importe de tisser des alliances. Nous vous invitons à construire un débat africain de fond sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité, ayant une importance stratégique pour notre continent, nos institutions régionales et pour nos citoyens », a indiqué Doudou Dia.

Lui emboîtant le pas, Serigne Mamadou Ka a déclaré : «On ne peut pas atteindre l'intégration économique sans la paix dans la sous-région. Ce que la Cedeao essaye de faire, aujourd'hui, c'est de travailler avec la société civile. Nous sommes très heureux du choix du thème du symposium. Les résultats pourront nous être d'un grand appui pour la mise en œuvre de nos politiques». Quant à l'ambassadeur de Gorée Institut, Saïdou Nourou Ba, il a lancé : «Nous sommes à deux semaines du forum de Dakar sur la paix et la sécurité. Au niveau du Sénégal, cette réflexion forte tournée vers l'action est une nécessité. Une option forte, initiée par le chef de l'Etat. On attend des propositions qui pourront bénéficier à tous les pays africains».

Pour sa part, Me Augustin Senghor, premier magistrat de Gorée, a invité les acteurs à pousser les réflexions pour les aider à résoudre le problème d'insécurité auquel les Africains font face.

Lien : <http://www.actunet.sn/politique/gouvernance-paix-et-securite-en-afrique-aminata-toure-prone-des-strategies-internes/>



25 novembre

Sénégal- 5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique

iGFM – (Dakar) Le Goree Institute organise sur l'île de Gorée, les 24 et 25 novembre 2016, un 5ème Symposium annuel dont le thème portera sur « Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique ». Ce cadre d'échanges regroupera des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales et des médias travaillant sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité. 40 participants sont attendus, tous acteurs en Afrique de l'Ouest sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité. Les débats porteront sur les thématiques suivantes : – Etats des lieux des processus démocratiques et mutations politiques en cours : aperçu sur le rapport entre la jeunesse, la citoyenneté contestataire et les TIC ; – Défis sécuritaires contre défis de démocratisation : vers un changement de paradigmes ? – La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest : Panorama et défis ; – Femmes et jeunes face aux défis sécuritaires ; – la gestion des ressources naturelles et environnementales sera aussi traitée. Ces thématiques trouvent leur centre d'intérêt sur le fait que le Continent africain soit confronté à une insécurité grandissante, avec les attaques terroristes de Bamako, en fin novembre 2015, à l'hôtel Radisson Blue, revendiquées par le groupe Al-Mourabitoune qui ont occasionné 22 morts et suivies par celles du 15 janvier 2016 à Ouagadougou faisant 30 victimes.

En plus de la dimension religieuse du phénomène, cette réalité de l'extrémisme violent trouve ses origines dans les dysfonctionnements de l'Etat et les incohérences des politiques publiques productrices de marginalisation et de frustrations. Face à ces défis, cette 5ème édition du symposium sera l'occasion pour le Goree Institute de rendre publics des travaux de recherches qui ont fait l'objet de communication et de débat, en vue de faciliter la prise de décision aux différents acteurs concernés : États, société civile, organisations internationales, etc..

La cérémonie de clôture sera une opportunité pour l'Institut Gorée de lancer officiellement tous les ouvrages qu'il a publiés entre 2015 et 2016. Cadrage conceptuel Gouvernance, Paix et Sécurité interagissent et s'enrichissent mutuellement. Une mauvaise gouvernance impacte inéluctablement la paix et la sécurité au sein d'un milieu donné, d'un pays donné. La Paix, à l'instar de la démocratie, n'est pas un concept univoque, même si sa définition fait moins l'objet de controverses que celle de la démocratie. La paix peut se définir par « l'absence de

violence » ou par « l'absence de la peur de violence », auquel cas elle est dite « négative ». Mais la paix peut se définir également, cette fois-ci de manière dite « positive », lorsqu'elle renvoie « aux attitudes, aux institutions et aux structures qui, lorsqu'elles sont renforcées, peuvent conduire à une société plus pacifique »¹.

Cette conception de la paix présente l'avantage d'identifier des leviers institutionnels et comportementaux sur lesquels l'on pourrait agir pour accroître les chances de maintien et/ou de consolidation de la paix. Elle est, par conséquent, très utile pour tous ceux – acteurs nationaux et partenaires – pour qui le maintien et la consolidation de la paix constituent une préoccupation. – La Sécurité, à l'ère de la sécurité humaine, vise en effet à mettre l'individu à l'abri de la peur et du dénuement. La conception de la sécurité est ainsi libérée de l'approche restrictive la réduisant pour l'essentiel à la sécurité de l'Etat dans des conditions où celle-ci est souvent ramenée plus à la protection du pouvoir politique qu'à celle des institutions démocratiques et républicaine.

Le contexte de sous-développement économique et de faiblesse de la démocratie et de l'Etat détermine une vulnérabilité des populations face à de nombreux périls : menaces sanitaires, catastrophes naturelles, conflits, politiques bafouant la dignité, l'intégrité de la personne et les libertés élémentaires. La Gouvernance est une notion en vogue depuis le début des années 1990, cherchant à démontrer que les dynamiques de gouvernement et de régulation sociale ont changé par l'effet de la mondialisation, des changements sociaux et d'une perception nouvelle du pouvoir politique.

De manière générale, la gouvernance désigne, le plus souvent, les formes contemporaines de régulation collective qui se développent sur la base de relations entre acteurs publics et privés, et dans des cadres institutionnels et territoriaux pluriels, plus ouverts et plus instables. On parle plus souvent de gouvernance multi niveaux pour signifier à quel point les problèmes publics sont de plus en plus traités par des acteurs divers, placés à différents échelons territoriaux. 1 « Pillars of Peace: understanding the key attitudes and institutions that underpin peaceful societies », 2013, Institute for ECONOMICS & PEACE (IEP).

Le nouvel ordre sécuritaire qui a émergé concomitamment à l'apparition des nouvelles formes de menaces reconfigure désormais les rapports entre les Etats ainsi que les décisions qui doivent être prises par ces derniers pour garantir l'intégrité de leurs territoires. De même, l'instabilité causée par la chute de certains régimes historiquement bien ancrés en Afrique du Nord et dans le moyen Orient a fait émerger un nouveau système de conflits qui a fini de contaminer le monde entier. Le concept de Système de conflits est un résultat de l'analyse des conflits et du suivi de leurs dynamiques et évolutions. En Afrique de l'Ouest, l'observation de situations conflictuelles dans l'espace géopolitique constitué par les pays du fleuve Mano (Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone) mais aussi dans les zones sénégalaises (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau) pouvait déjà à elle seule fonder l'hypothèse qu'il existe des systèmes de conflits. Depuis deux ans les dynamiques conflictuelles et l'hybridation des

menaces (rébellion, terrorisme d'Aqmi et narco trafic) dans la bande sahélo-saharienne (incluant entre autres la Mauritanie, le Mali et le Niger) ont confirmé non seulement l'existence mais encore l'expansion d'un nouveau système de conflit dans cette partie reliant l'Afrique de l'ouest et du Nord.

En Afrique centrale aussi (Tchad/Soudan-Darfour et RDC/Région des Grands lacs) l'existence d'un système de conflits est avérée. Les systèmes de conflits sont à comprendre comme des complexes conflictuels constitués d'un ensemble de conflits de territorialités différentes, d'envergures et d'intensité variables, de formes et de causes immédiates différentes mais à l'évidence liés entre eux dans la durée, s'alimentant les uns les autres et finissant par s'articuler de manière évidente sous l'effet des évolutions, des dynamiques enclenchées par la crise et/ou de l'action délibérée d'acteurs prépondérants aux intérêts convergents ou communs.

A propos du Goree Institute Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, le Goree Institute est une organisation panafricaine de la société civile dont la mission est de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique à travers le renforcement du dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits. L'institut contribue également à la consolidation des processus démocratiques et des institutions et encourage la créativité artistique, sociale et économique. L'Institut Gorée réalise sa mission par la recherche, la facilitation et l'intervention et travaille-en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile ainsi que les citoyens africains.

Lien : <http://www.igfm.sn/senegal-5eme-symposium-annuel-sur-la-gouvernance-la-paix-et-la-securite-en-afrique/>

Jeudi 24 Novembre 2016 à 18:57

Gouvernance et sécurité en Afrique : Aminata Touré préconise la culture de la paix et de la tolérance religieuse

Le 5ème symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique a été ouvert ce matin à Dakar. Gorée Institute regroupe d'imminents intervenants. Un moment de partage entre intellectuel, chercheurs, acteurs et société civile. Parmi eux l'envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré.

Elle en a profité de cette tribune pour inciter à la culture de la paix dans toute l'Afrique. *"Il y a beaucoup de conflits en Afrique, certains ont tendance à les oublier. Quand on fait le listing, on a à peu près 14 conflits, variant de haute intensité. Et certains conflits sont quasiment oubliés, alors qu'ils ont un impact sur les populations"*.

Cependant, l'ex Première ministre du Sénégal reconnaît la chance du Sénégal de bénéficier d'une stabilité, mais, insiste-t-elle " il faut continuer à approfondir et cultiver cette paix".

C'est à ce sens que la question de sécurité transcende les forces de sécurité en allant, au-delà, pour une culture de la paix. Ce qui implique les curricula au niveau de l'éducation, faire intervenir des acteurs de la société comme les chefs religieux. Que la tolérance religieuse soit cultivée aussi, puisque selon M. Touré, "des conflits à caractère religieux existe avec comme exemple le Nigéria et le Soudan. Ainsi, elle suggère à Gorée Institute " de réfléchir sur des stratégies à proposer pour accompagner les Etats qui les mettront en œuvre".

Face à la résurgence de la violence, il faut, à la lumière des événements, qui se déroulent et qu'on ne considère pas que c'est un 'acquis définitif, le fait que le Sénégal soit un pays de paix et calme."

Lien : http://www.leral.net/Gouvernance-et-securite-en-Afrique-Aminata-Toure-preconise-la-culture-de-la-paix-et-de-la-tolerance-religieuse_a185839.html

25/11/2016

AMINATA TOURE PRECONISE UN REGLEMENT DANS LE CADRE D'UN ETAT FEDERAL AFRICAIN

Le symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé par Gorée Institute a servi de tribune à Aminata Touré pour procéder à une cartographie des zones de conflits en Afrique. L'envoyée spéciale du président de la République a également identifié l'origine de ces conflits avant de préconiser des solutions dans le cadre d'un Etat fédéral africain.

Le 5e symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé par «Gorée Institute» s'est ouvert, hier, à l'île de Gorée. Pas moins de 40 participants venus de 16 pays d'Afrique ont pris part à ce forum d'échange présidé par Aminata Touré et qui a pour thème : «Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique».

Pour l'envoyée spéciale du président de la République, les questions de paix et de sécurité constituent les préalables de développement. Faisant une photographie des zones de conflits en Afrique, Aminata Touré déclare : «ces 20 dernières années, dans toute l'Afrique particulièrement dans les régions du nord et de l'est, on assiste à différents types de conflits qui perdurent. Des conflits allant des revendications ethnoculturelles au terrorisme. Et, entre ces deux bouts, nous avons toute une kyrielle d'éléments qui conduisent à des conflits durables. Aujourd'hui, si on regarde la situation de notre continent, plus de 14 Etats sont dans une situation de conflit armé, et ces conflits sont de haute, moyenne ou basse intensité, c'est le cas de l'Erythrée, l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, l'Ouganda.

En Afrique centrale et en Afrique de l'est, il y a le Burundi, la Rdc où le conflit peut être considéré de chronique dans certaines parties», dit-elle. A la suite de ce constat, l'envoyée spéciale du chef de l'Etat a tenté de cerner les statuts des acteurs de ces différents conflits. Malheureusement, à l'en croire, ces acteurs évoluent. «De combattants spécialisés, on est passé dans beaucoup d'endroits à des combattants qui viennent du monde civil et qui se militarisent pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les raisons qui ont suscité les conflits et souvent pour des raisons purement pécuniaires», relève t- elle avant d'ajouter que les revendications des acteurs dépassent le cadre politique. «On passe de revendications politiques à des revendications d'intérêts privés. Des conflits autour du partage des ressources, des conflits qui lient le partage des ressources à l'identité ethnolinguistique aux questions de marginalisation sociales et tout cela dans une dynamique de confrontation

interétatique (même si, c'est à l'intérieur des états le plus souvent que ces conflits se dégagent).

Il est également à signaler l'exacerbation du nationalisme, la montée de l'intolérance religieuse, il faut le dire constituent des menaces importantes qui vont jusqu'à des menaces de destruction d'états africains qui sont eux-mêmes en cours de construction», révèle l'ancienne patronne de la Justice sénégalaise. Cependant, devant ces conflits qui minent le continent africain, Aminata Touré ne présume pas une solution hors d'un Etat fédéral africain. «Est-ce que nous allons continuer à avoir une approche sécuritaire dans le strict respect de nos frontières ?

Nous savons que des défis traversent les frontières. Est-ce que nous allons avoir des coopérations militaires renforcées ou est-ce que nous allons vers des forces armées ouest africaines et quels sont les défis qu'il faudra relever pour aller vers une approche intégrée des questions de sécurité», s'interroge Aminata Touré, persuadée que la question de la sécurité ne peut être séparée de celle de la démocratie et de l'émancipation économique. L'éducation à la paix, selon l'envoyée spéciale, doit être également envisagée avec l'apport des femmes pour sa promotion.

Lien : <http://www.senepius.com/politique/aminata-toure-preconise-un-reglement-dans-le-cadre-dun-etat>

5ième Symposium sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité : l'élite africaine au chevet du continent

Cultiver la Paix et la Sécurité en Afrique : C'est la tâche à laquelle s'est astreinte l'élite du Continent Noir. Et c'est dans ce sens que l'Institut de Gorée a organisé le 5ième Symposium sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique. Les participants en ont profité pour dégager des pistes afin de venir à bout de cette tare qui ruine es espérance de développement de l'Afrique.

Cette initiative est une réponse à l'appel de Tripoli et cherche à s'insérer dans l'Architecture africaine pour la Paix et la Sécurité. En dépit des avancées notables, l'ancrage démocratique dans l'espace CEDEAO est encore un objectif à atteindre », a déclaré Doudou Dia, le directeur de l'Institut de Gorée. Selon lui, «une approche collective et inclusive du problème», est nécessaire afin que les conflits, une fois éradiqués dans un endroit, ne se révèle ailleurs.

Cet avis est partagé par Serigne Mamadou Ka, le représentant de la CEDEAO qui affirme qu'«on ne peut pas atteindre l'intégration économique sans la Paix dans la sous-région. Ce que la CEDEAO essaie de faire aujourd'hui, c'est de travailler avec la société civile. Nous sommes très heureux du choix du thème du Symposium. Les résultats pourront nous être d'un grand appui pour la mise en œuvre de nos politiques».

Me Augustin Senghor dont la commune accueille le symposium s'est inscrit sur la même ligne et s'est félicité du choix porté sur Gorée, qui se trouve être «l'Ile de tous les africains et tous les citoyens du Monde».

Et le maire de Gorée de conclure : «quand on utilise Gouvernance, Paix et Sécurité, on ne trouve qu'un dénominateur commun : le conflit. Et c'est dommage. Cela montre l'Homme comme un être de conflit. On vous souhaite un bon séjour en espérant que les réflexions, qui vont sortir de ces deux jours, pourront nous aider à résoudre le problème d'insécurité dont l'africain fait face ».

Lien : http://www.pressafrik.com/5ieme-Symposium-sur-la-Gouvernance-la-Paix-et-la-Securite-l-elite-africaine-au-chevet-du-continent_a157369.html



«L’Afrique a besoin de paix et de sécurité pour se développer » : Aminata Touré

C’est dans un moment où les conflits ruinent le continent africain que s’est ouvert à Gorée le 5^{ème} symposium sur la «Gouvernance, la Paix et la Sécurité» dans le continent noir. Cette occasion a été saisie par Aminata Touré pour rappeler que développement de l’Afrique est intrinsèquement lié à un climat apaisé.

«Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique». C’est le thème choisi pour l’ouverture du 5^{ème} symposium sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique. Cette occasion a été saisie par Aminata Touré qui présidait la cérémonie d’ouverture pour rappeler l’intérêt que l’Afrique a, en particulier, pour assurer la paix et la sécurité à ses populations.

En effet, l’Envoyée spéciale du chef de l’Etat est convaincue que «les questions de Paix et de Sécurité constituent des conditions préalables de notre développement». Avant de rappeler que «plus de 14 Etats sont en situation de conflit».

Mais pour lutter contre ce fléau, l’ancien Premier ministre prône l’union des pays africains : «On ne peut pas parler de sécurité sans parler de la question de la fédération des pays africains. Pour aller vers une approche intégrée des questions de sécurité sur le continent j’exhorte les intellectuelles à intégrer la question de l’éducation à la paix et des politiques d’inclusions sociales dans vos réflexions. Afin d’avoir une bonne analyse des acteurs pour avoir des pouvoirs intégrés», a-t-elle martelé.

Lien : http://www.pressafrik.com/L-Afrique-a-besoin-de-paix-et-de-securite-pour-se-developper-Aminata-Toure_a157368.html

SEN360

25 novembre

Gouvernance et sécurité en Afrique : Aminata Touré préconise la culture de la paix et de la tolérance religieuse

Pour Aminata Touré, la peine de mort est dépassée au Sénégal. Afin de réduire la montée de la criminalité, l'ancien Premier ministre appelle entre autres, les Sénégalais à aligner leur niveau de vie sur leurs ressources.

Aminata Touré désapprouve un possible retour de la peine mort. Cette idée, défendue par Me El Hadji Diouf, le député Seydina Fall dit Boughazelli et quelques prêcheurs, n'enchantent pas l'Envoyée spéciale du président de la République. Elle a donné son avis sur cette question hier à Gorée où elle présidait le 5^{ème} Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé à Gorée Institute. L'ancien Premier ministre enfila sa robe de militante des droits de l'Homme. «Chaque fois qu'il y a mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. A mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste un pays où la sécurité est quand même ancrée.

Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime, et le président de la République l'a dit hier (mercredi) lors du Conseil des ministres, qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité mais moi, je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort parce que je considère que Seul Dieu a le privilège de prendre la vie», souligne Mimi Touré.

«Réajuster notre niveau de vie à nos ressources»

Abolie en décembre 2004, le débat sur la peine de mort refait surface chaque fois que des crimes de sang heurtent la conscience collective sénégalaise. Les mois macabres d'octobre et de novembre avec notamment les meurtres du taximan Mbaye Samb, des pharmaciens de Ndioum et de la vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental, Fatoumata Moctar Ndiaye ont reconforté la position des défenseurs de la peine capitale. «Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé le œil pour œil dent pour dent, objecte l'ancien chef du Gouvernement.

Néanmoins il faut un dispositif comme le connaissent certains Etats pour certains crimes. Il y a la réclusion à perpétuité.» Regardant dans le rétroviseur, Aminata Touré rappelle que deux Sénégalais sont dans le couloir de la mort à l'étranger. «Nous avons 2 compatriotes qui risquent la peine de mort et nous avons fait des appels à la clémence. C'est très douloureux ce qui se passe mais je pense qu'il faudrait dans une société qui a fait ce pas d'abolir la peine de mort qu'on persévère tout en renforçant le dispositif de sécurité mais également en cultivant cette culture de la paix», préconise-t-elle.

Enfin Mimi Touré donne quelques pistes pour réduire la criminalité : «On doit revoir aussi nos valeurs sociales. Dans une société où les ressources sont rares, cela peut entraîner la violence. Nous devons aussi réajuster notre niveau de vie à notre niveau de ressources. C'est également

un élément de stabilisation et de préservation de la paix. On doit continuer à sensibiliser les jeunes. Et là, j'interpelle les parents. S'il n'y a pas d'éducation, il n'y aura ni sécurité ni paix.»

Lien : <http://www.sen360.fr/actualite/debat-mimi-toure-n-039-est-pas-partisane-du-retablissement-de-la-peine-de-mort-seul-dieu-a-le-privilege-de-prendre-la-vie-617427.html>



novembre 25, 2016

Débat : « la peine de mort est dépassée au Sénégal » Selon Aminata Touré

Pour Aminata Touré, la peine de mort est dépassée au Sénégal. Afin de réduire la montée de la criminalité, l'ancien Premier ministre appelle entre autres, les Sénégalais à aligner leur niveau de vie

Aminata Touré désapprouve un possible retour de la peine mort. Cette idée, défendue par Me El Hadji Diouf, le député Seydina Fall dit Boughazelli et quelques prêcheurs, n'enchantent pas l'Envoyée spéciale du président de la République. Elle a donné son avis sur cette question hier à Gorée où elle présidait le 5^{ème} Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé à Gorée Institute. L'ancien Premier ministre enfile sa robe de militante des droits de l'Homme. «Chaque fois qu'il y a mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. A mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste un pays où la sécurité est quand même ancrée.

Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime, et le président de la République l'a dit hier (mercredi) lors du Conseil des ministres, qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité mais moi, je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort parce que je considère que Seul Dieu a le privilège de prendre la vie», souligne Mimi Touré.

«Réajuster notre niveau de vie à nos ressources»

Abolie en décembre 2004, le débat sur la peine de mort refait surface chaque fois que des crimes de sang heurtent la conscience collective sénégalaise. Les mois macabres d'octobre et de novembre avec notamment les meurtres du taximan Mbaye Samb, des pharmaciens de Ndioum et de la vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental, Fatoumata Moctar Ndiaye ont reconforté la position des défenseurs de la peine capitale. «Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé le œil pour œil dent pour dent, objecte l'ancien chef du Gouvernement.

Néanmoins il faut un dispositif comme le connaissent certains Etats pour certains crimes. Il y a la réclusion à perpétuité.» Regardant dans le rétroviseur, Aminata Touré rappelle que deux Sénégalais sont dans le couloir de la mort à l'étranger. «Nous avons 2 compatriotes qui

risquent la peine de mort et nous avons fait des appels à la clémence. C'est très douloureux ce qui se passe mais je pense qu'il faudrait dans une société qui a fait ce pas d'abolir la peine de mort qu'on persévère tout en renforçant le dispositif de sécurité mais également en cultivant cette culture de la paix», préconise-t-elle.

Enfin Mimi Touré donne quelques pistes pour réduire la criminalité : «On doit revoir aussi nos valeurs sociales. Dans une société où les ressources sont rares, cela peut entraîner la violence. Nous devons aussi réajuster notre niveau de vie à notre niveau de ressources. C'est également un élément de stabilisation et de préservation de la paix. On doit continuer à sensibiliser les jeunes. Et là, j'interpelle les parents. S'il n'y a pas d'éducation, il n'y aura ni sécurité ni paix.»

Lien : <http://laviesenegalaise.com/debat-la-peine-de-mort-est-depassee-au-senegal-selon-aminata-toure>



25 novembre 2016

Mimi Touré N'est Pas Partisane Du Rétablissement De La Peine De Mort : «Seul Dieu A Le Privilège De Prendre La Vie»

FLASHACTU.INFO-Pour Aminata Touré, la peine de mort est dépassée au Sénégal. Afin de réduire la montée de la criminalité, l'ancien Premier ministre appelle entre autres, les Sénégalais à aligner leur niveau de vie sur leurs ressources.

Aminata Touré désapprouve un possible retour de la peine mort. Cette idée, défendue par Me El Hadji Diouf, le député Seydina Fall dit Boughazelli et quelques prêcheurs, n'enchantent pas l'Envoyée spéciale du président de la République. Elle a donné son avis sur cette question hier à Gorée où elle présidait le 5ème Symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique organisé à Gorée Institute. L'ancien Premier ministre enfile sa robe de militante des droits de l'Homme. «Chaque fois qu'il y a mort d'homme, il y a beaucoup de douleur, de peine et d'émotion. A mon avis, c'est le rôle des élites de rassurer et de dire que le Sénégal reste un pays où la sécurité est quand même ancrée. Par rapport à cette série d'événements qui se sont passés, j'estime, et le président de la République l'a dit hier (mercredi) lors du Conseil des ministres, qu'il y aura certainement un dispositif judiciaire qui prendra en compte cette insécurité mais moi, je reste une militante de l'abolition définitive de la peine de mort parce que je considère que Seul Dieu a le privilège de prendre la vie», souligne Mimi Touré.

Réajuster notre niveau de vie à nos ressources » :

Abolie en décembre 2004, le débat sur la peine de mort refait surface chaque fois que des crimes de sang heurtent la conscience collective sénégalaise. Les mois macabres d'octobre et de novembre avec notamment les meurtres du taximan Mbaye Samb, des pharmaciens de Ndoum et de la vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental, Fatoumata Moctar Ndiaye ont reconforté la position des défenseurs de la peine capitale. «Je pense qu'on a atteint un niveau de civilisation où on a dépassé le œil pour œil dent pour dent, objecte l'ancien chef du Gouvernement. Néanmoins il faut un dispositif comme le connaissent certains Etats pour certains crimes. Il y a la réclusion à perpétuité.» Regardant dans le rétroviseur, Aminata Touré rappelle que deux Sénégalais sont dans le couloir de la mort à l'étranger. «Nous avons 2 compatriotes qui risquent la peine de mort et nous avons fait des appels à la clémence. C'est très douloureux ce qui se passe mais je pense qu'il faudrait dans une société qui a fait ce pas d'abolir la peine de mort qu'on persévère tout en renforçant le dispositif de sécurité mais également en cultivant cette culture de la paix», préconise-t-elle.

Enfin Mimi Touré donne quelques pistes pour réduire la criminalité : «On doit revoir aussi nos valeurs sociales. Dans une société où les ressources sont rares, cela peut entraîner la violence. Nous devons aussi réajuster notre niveau de vie à notre niveau de ressources. C'est également un élément de stabilisation et de préservation de la paix. On doit continuer à sensibiliser les jeunes. Et là, j'interpelle les parents. S'il n'y a pas d'éducation, il n'y aura ni sécurité ni paix.»

Lien : <http://flashactu.info/2016/11/25/mimi-toure-nest-pas-partisane-du-retablissement-de-la-peine-de-mort-seul-dieu-a-le-privilege-de-prendre-la-vie/>



novembre 25, 2016

Gouvernance et sécurité en Afrique: Mimi préconise la culture de la tolérance religieuse

Le 5ème symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique a été ouvert ce matin à Dakar. Gorée Institute regroupe d'imminents intervenants. Un moment de partage entre intellectuel, chercheurs, acteurs et société civile. Parmi eux l'envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré.

Elle en a profité de cette tribune pour inciter à la culture de la paix dans toute l'Afrique. *"Il y a beaucoup de conflits en Afrique, certains ont tendance à les oublier. Quand on fait le listing, on a à peu près 14 conflits, variant de haute intensité. Et certains conflits sont quasiment oubliés, alors qu'ils ont un impact sur les populations"*.

Cependant, l'ex Première ministre du Sénégal reconnaît la chance du Sénégal de bénéficier d'une stabilité, mais, insiste-t-elle " il faut continuer à approfondir et cultiver cette paix ».

C'est à ce sens que la question de sécurité transcende les forces de sécurité en allant, au-delà, pour une culture de la paix. Ce qui implique les curricula au niveau de l'éducation, faire intervenir des acteurs de la société comme les chefs religieux. Que la tolérance religieuse soit cultivée aussi, puisque selon M. Touré, "des conflits à caractère religieux existe avec comme exemple le Nigéria et le Soudan. Ainsi, elle suggère à Gorée Institute " de réfléchir sur des stratégies à proposer pour accompagner les Etats qui les mettront en œuvre ».

Face à la résurgence de la violence, il faut, à la lumière des événements, qui se déroulent et qu'on ne considère pas que c'est un 'acquis définitif, le fait que le Sénégal soit un pays de paix et calme."

Lien : <https://azactu.net/gouvernance-et-securite-en-afrique-mimi-preconise-la-culture-de-la-tolerance-religieuse/>



Vendredi 25 Novembre

Gouvernance et sécurité en Afrique : Aminata Touré préconise la culture de la paix et de la tolérance religieuse

Le 5ème symposium annuel sur la gouvernance, la paix et la sécurité en Afrique a été ouvert ce matin à Dakar. Gorée Institute regroupe d'imminents intervenants. Un moment de partage entre intellectuel, chercheurs, acteurs et société civile. Parmi eux l'envoyée spéciale du président de la République, Aminata Touré.

Elle en a profité de cette tribune pour inciter à la culture de la paix dans toute l'Afrique. *"Il y a beaucoup de conflits en Afrique, certains ont tendance à les oublier. Quand on fait le listing, on a à peu près 14 conflits, variant de haute intensité. Et certains conflits sont quasiment oubliés, alors qu'ils ont un impact sur les populations"*.

Cependant, l'ex Première ministre du Sénégal reconnaît la chance du Sénégal de bénéficier d'une stabilité, mais, insiste-t-elle " il faut continuer à approfondir et cultiver cette paix".

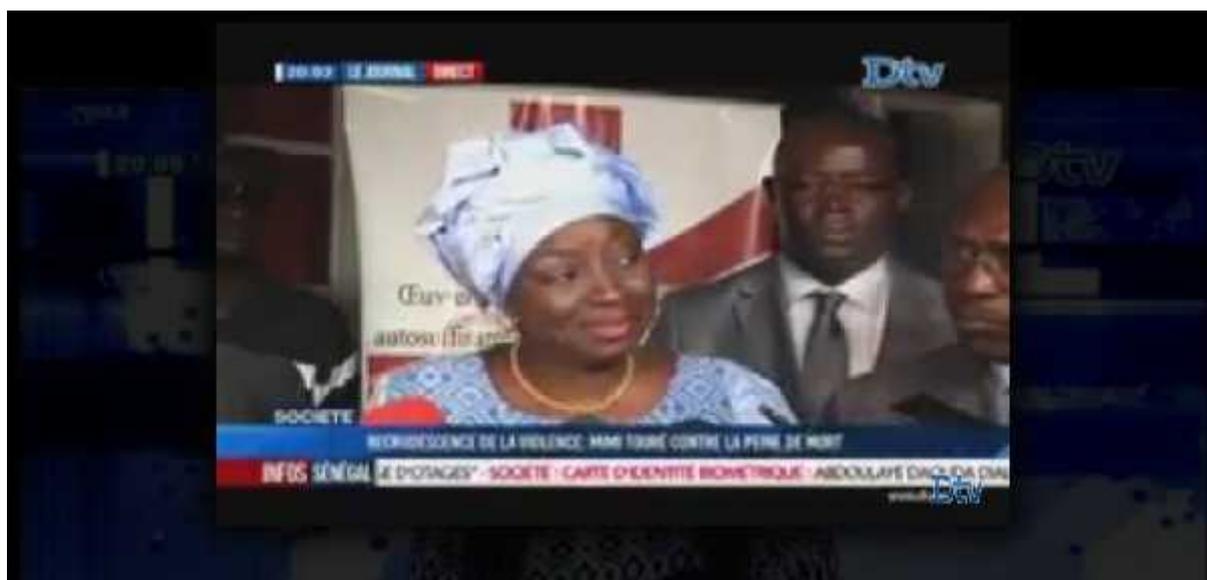
C'est à ce sens que la question de sécurité transcende les forces de sécurité en allant, au-delà, pour une culture de la paix. Ce qui implique les curricula au niveau de l'éducation, faire intervenir des acteurs de la société comme les chefs religieux. Que la tolérance religieuse soit cultivée aussi, puisque selon M. Touré, "des conflits à caractère religieux existe avec comme exemple le Nigéria et le Soudan. Ainsi, elle suggère à Gorée Institute " de réfléchir sur des stratégies à proposer pour accompagner les Etats qui les mettront en œuvre".

Face à la résurgence de la violence, il faut, à la lumière des événements, qui se déroulent et qu'on ne considère pas que c'est un 'acquis définitif, le fait que le Sénégal soit un pays de paix et calme."

Lien : http://www.vipeoples.net/Gouvernance-et-securite-en-Afrique-Aminata-Toure-preconise-la-culture-de-la-paix-et-de-la-tolerance-religieuse_a30690.html



le 24 nov. 2016



JT Français 20h du jeudi 24 nov. 2016 - DTV

Lien : <http://www.yama.tv/infos/video-jt-francais-20h-du-jeudi-24-nov-2016-dtv--99960/>



Ajoutée le 24 nov. 2016



5ème Symposium annuel sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité en Afrique



160 vues

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=ZxvNyYe9MM0>



Coumba Bah : l'État doit s'intéresser à la chose religieuse -
SenePlus.Com

<https://www.youtube.com/watch?v=WrfzCV-HcS4&feature=youtu.be>



La bonne gestion pour améliorer la paix en Afrique

<http://cctv.cntv.cn/2016/11/27/VIDE6EPD52F4af0ihmhAqLbO161127.shtml>

Cette revue de presse a été réalisée par NEXUS Groupe.



Dakar, le 26/11/2016